

ROADS TO PROSPERITY

La crise de créativité des politiques budgétaires

Dani Rodrik



Share

Tweet 1

Follow @ProSyn 23.3K followers

Share

Like

2011-09-12

CAMBRIDGE – Des banques cupides, des théories économiques bancales, des politiciens incompetents : la liste est longue lorsqu'il s'agit de désigner les coupables de la crise économique dans laquelle les pays riches se sont engouffrés. Toutefois des forces plus fondamentales sont en jeu, une faille de source plus profonde que la simple responsabilité individuelle des décideurs. Les démocraties sont connues pour leur inaptitude à produire des compromis crédibles nécessitant des engagements politiques à moyen terme. Tant aux États-Unis qu'en Europe, les coûts de cette contrainte sur les politiques ont amplifié la crise et a embrouillé la manière d'en sortir.

Prenons les États-Unis, où les politiciens délibèrent sur les moyens à prendre pour éviter une récession à double creux, réanimer l'économie et d'abaisser le taux de chômage qui semble vouloir se maintenir en haut de la barre du 9 %. Tous reconnaissent que la dette publique du pays est trop élevée et qu'il faudra la réduire un jour ou l'autre.



Même si il n'existe pas de solution instantanée à ces problèmes, Il est clair qu'il est impératif d'agir sur le plan de la politique budgétaire. L'économie américaine a besoin d'un deuxième train de mesures de relance à court terme pour remplacer la faible demande privée, combinée à un plan d'assainissement budgétaire crédible à long terme.

Même si cette démarche en deux temps semble des plus sensées, c.-à-d. une expansion budgétaire suivie d'un resserrement des dépenses, aucun mécanisme n'est prévu pour que le Président Barack Obama ou les prochaines administrations s'engagent de manière crédible à suivre une politique budgétaire restrictive. Aussi la simple mention de nouvelles mesures de relance devient une invitation ouverte à tous les gens de droite pour fondre sur l'Administration démocrate pour sa soi-disant irresponsabilité financière. Avec pour résultat une politique budgétaire qui aggrave au lieu de dissiper le malaise économique.

Le problème est encore plus flagrant en Europe. Dans une vaine tentative de regagner la confiance des marchés financiers, des pays ont été forcés l'un après l'autre d'adopter des mesures d'austerité contre-productives en échange de l'appui financier du Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. Or le fait d'avoir à de réduire drastiquement les dépenses de l'État, de privatiser et d'autres réformes structurelles semblables aux mesures que la Grèce a eu à entreprendre risque d'augmenter le chômage et d'amplifier les récessions. La faiblesse apparente des perspectives de croissance des économies en difficultés de la zone euro est une des causes de l'écart persistant des taux d'intérêt entre ces marchés financiers et les pays en meilleure posture.

Dans ce cas également, il n'est pas difficile de voir se dessiner l'ébauche d'une solution. Les économies les plus fortes de la zone euro doivent faire en sorte que ces écarts diminuent en apportant des garanties aux nouvelles dettes des pays allant de la Grèce à l'Italie, en émettant, par exemple, des Euro-obligations. En contrepartie, les pays fortement endettés doivent s'engager dans des programmes étalés sur plusieurs années visant à restructurer les institutions budgétaires et à rendre l'économie plus concurrentielle, des réformes qui ne peuvent être mises en oeuvre et porter fruit qu'à moyen terme.

Mais encore là, il faut un engagement crédible à un contrat qui requiert la promesse d'une action future en retour de montants présents. On peut excuser le scepticisme des politiciens allemands et de leurs électeurs. Peut-on vraiment se fier aux gouvernement futurs de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal pour qu'ils réalisent les engagements de leurs dirigeants actuels ? D'où l'impasse, la zone euro s'enlisant dans un cercle vicieux de dette élevée et d'austérité économique.

Les démocraties ont souvent à composer avec ce problème d'obtenir des garanties des dirigeants politiques à venir en déléguant la prise de décision à des organismes quasi-indépendantes administrées par des responsables isolés des pressions de la politique au jour le jour. L'indépendance des banques centrales en est l'exemple par excellence. Les politiciens cèdent le volant de la politique monétaire aux dirigeants de la banque centrale pour obtenir en échange un taux d'inflation inférieur.

Malheureusement, les politiques américains et européens n'ont pas su se montrer aussi créatifs dans le domaine des pratiques budgétaires, car ils auraient certainement pu éviter le pire de la crise en mettant en place de nouveaux mécanismes rendant plus prévisible la trajectoire future des équilibres budgétaires et de la dette publique.

La politique budgétaire est infiniment plus complexe par rapport à la politique monétaire car elle comporte une multiplicité de compromis pour concilier les intérêts divergents. Une autorité budgétaire indépendante calquée sur les lignes d'une banque centrale indépendante n'est ni réalisable ni souhaitable. Mais certaines décisions budgétaires, et de façon plus critique celles affectant le niveau du déficit budgétaire, *peuvent* être déléguées à un conseil indépendant.

Un tel organisme établirait l'écart maximal entre les dépenses et les recettes publiques en fonction du cycle économique et des niveaux de dette, tout en laissant aux soins du débat politique la détermination de la taille globale du secteur public, sa composition et les taux d'imposition. La création d'un tel organisme aux États-Unis ferait beaucoup pour ramener la raison dans le processus budgétaire.

L'Europe, pour sa part, doit s'engager résolument dans une unification budgétaire si l'on veut voir survivre la zone euro. En contrepartie des garanties conjointes des dettes souveraines et des conditions d'emprunt avantageuses offertes maintenant, les gouvernements nationaux se verront retirer la possibilité d'accumuler de grands déficits et d'emprunter quand bon leur semble.

Ceci ne peut pourtant pas dire que la politique budgétaire de la Grèce ou de l'Italie, à titre d'exemple, serait dirigée de Berlin. Une politique budgétaire commune signifie que les dirigeants de la Grèce et de l'Italie auraient eux-aussi leur mot à dire sur les politiques budgétaires de l'Allemagne. La nécessité de l'unification fiscale est de plus en plus reconnue, mais il n'est pas clair si les dirigeants européens ont la volonté d'aborder de front les conséquences politiques de sa logique. Si les Allemands sont incapables de se faire à l'idée de partager un espace politique commun avec les Grecs, ils sont aussi bien d'accepter pour morte l'union économique.

On dit souvent que la politique est l'art du possible. Or les possibilités dépendent autant de nos décisions que des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons. Dans l'état actuel des choses, lorsque les générations futures jugeront de la place de nos dirigeants dans l'Histoire, il est fort probable qu'elles leurs reprocheront par dessus tout que leur manque de créativité institutionnelle.

Dani Rodrik, professeur en économie politique internationale à l'Université de Harvard, est l'auteur de *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy (Le Paradoxe de la globalisation : démocratie et avenir de l'économie mondiale)*.

Copyright: Project Syndicate, 2011.

www.project-syndicate.org

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

You might also like to read more from [Dani Rodrik](#) or return to [our home page](#).

Like

Share

Tweet 1

Toute reproduction du contenu de ce site sans accord écrit de Project Syndicate constitue une infraction à la législation internationale relative au droit d'auteur. Pour obtenir une autorisation, merci de nous contacter à l'adresse suivante : distribution@project-syndicate.org.

You might like:

- 玩弄克林姆林宫小狗的小把戏
- إنارة القارة المظلمة
- A propos de l'OTAN
- 打击逃税现象
- Von Argentinien nach Athen?
- Перед лицом угрозы дефляции
- La delincuencia en la República de Venezuela
- Капитал расправляет плечи
- جمهورية الجريمة في فنزويلا
- 无休止的伊朗核危机



mgheller 06:05 12 Sep 11

Dani, you say:

"... certain fiscal decisions, and most critically the level of the fiscal deficit, can be delegated to an independent board. Such a board would fix the maximum difference between public spending and revenue in light of the economic cycle and debt levels, while leaving the overall size of the public sector, its composition, and tax rates to be resolved through political debate."

I agree this 'board' certainly would be an important institutional step forward. I'm less sanguine than you about the political debate that would follow. I believe it would be several degrees more intense than it is currently. But at least your proposal is far more realistic than waiting for Democrats and Republicans to agree on constitutional amendments of the kind that [James Buchanan](#) proposed (since the 1970s) to place a legal cap on budget/fiscal deficits.

It would be advisable, however, to simultaneously hammer out a new institutional consensus that limits government discretion

in, among other things, entitlements. Really radical redefinitions of the scope of government discretion would logically go in hand with establishing a board that fixes fiscal deficits in law (of the kind you suggest). Rules-based principles have much to offer in monetary and fiscal policy. But logically this also implies rules about the scope of government. (Industrial policy, for example!).

I'm gradually coming to the view that the institutional root of the present crisis of capitalism, which perhaps distinguishes it from previous crises, is the extraordinary level of excess capacity in politics relative to available economic resources. One implication would be that it is a mistake to delay cutbacks in the belief that there can be a future balance point at which recovery will be orderly. The balance point for future growth may never arrive by this path, and the resulting problems would be greater.

I'd sum it up in this way -- In the extent to which government has taken upon itself the responsibility of providing so much of the protection against individual risk in society, politics has overloaded itself. Democracy is the best system, but it can have some unfortunate effects that need to be faced. One of them is to bring about political overload. It was a German sociologist who brilliantly discussed this effect with respect to the growth of the welfare state way back in the 1980s. If that problem of political excess capacity can be dealt with alongside the establishment of non-discretionary rules-based fiscal and monetary policy, hey presto, equilibrium is restored. Predictability would be enhanced. The markets would have a party. And growth would roar into gear. No?

Michael G Heller

<http://tandf.net/books/details/9780415694452/>

slightly_optimistic 01:14 13 Sep 11

'spend now, cut later is made virtually impossible by the absence of any mechanism whereby a transient government can credibly commit himself or future administrations to fiscal tightening.'

But Washington, for example, may be gambling on behalf of the nation that sufficient economic growth will somehow spring up and cuts won't be necessary later; however it can be argued that this policy is simply ducking the global problem for another administration to deal with.

Former IMF counsellor and Dani Rodrik's colleague at Harvard - Kenneth Rogoff - says the first step to finding a long-lasting solution is for the world to acknowledge it has been using the wrong economic framework. Hugely difficult - big market players are relatively footloose and influential, and they probably won't welcome a new economic framework.

Strengthened international politics may be the answer.

carlson73 05:32 14 Sep 11

No offense intended, but this is akin to saying it is too bad we are not all Brad Pitt, because life would be a lot better. We can't be Brad Pitt, and politicians can't keep promises to do hard things after the sword is removed from their neck. Personally I would like a world where it is day time 24 hours a day. If I write an article criticizing darkness as unfair and not optimal, will Project Syndicate publish it?

dvdhldn 11:10 14 Sep 11

Again in the no offence category, but your a professor of political economy, I think you need to think more about the political part of your title. Just saying there's a lack of political "imagination" is a cop out. The "wouldn't it be nice if we could establish a convincing spend now, cut later" political structure is a holy grail. Is lack of "imagination" really Merkel's problem or is it trying to convince her average voter that regular fiscal transfers to an Italy run by Berlusconi is a good idea?

On the economics part, I'd add some thinking about the cause of the crisis - a broken banking system with skewed incentives and the concept of debt writedowns.

oldguy12 03:38 15 Sep 11

"But certain fiscal decisions, and most critically the level of the fiscal deficit, *can* be delegated to an independent board."

I like the concept but have no faith in 'independent boards'. I'd prefer a "Taylor Rule" for fiscal policy that pegs spending inversely to GDP. Let the politicians debate where to spend\cut, but leave the total amounts to an objective mechanism.

bluebear 07:39 15 Sep 11

For a political economy discussion, "spend now, spend more later" is the economic part; "cut later" is pure politics.

As long as inflation is affordable, the decision between more assets on the Fed's balance sheet or more unemployment on the street is more an obligation, not a choice, for elected officials who are on the board for fiscal policies.

With the paranoids tuned down, the US is closer to the optimal path of maximizing the nation's, not just its public sector's, assets. It's one-sided to say that we pass the troubles to the next generations. What passed on are the aggregate national assets which comprised of both debits and credits. If we cut now, the net assets passed on will be less. What politicians, by definition of their careers, did best is to pass political, not economic, burdens to redistributing wealth to next generations.

And as part of future wealth redistribution, US' public sector reserves operational liquidity and the upper hand option of debt monetization. Given that fiscal union is a long shot while relative global productivity competitiveness is nose diving, by depriving its members of necessary liquidity protection and debt monetization privileges, the 17-nation euro union now has no choice but to disintegrate.

bluebear 07:39 15 Sep 11

For a political economy discussion, "spend now, spend more later" is the economic part; "cut later" is pure politics.

As long as inflation is affordable, the decision between more assets on the Fed's balance sheet or more unemployment on the street is more an obligation, not a choice, for elected officials who are on the board for fiscal policies.

With the paranoids tuned down, the US is closer to the optimal path of maximizing the nation's, not just its public sector's, assets. It's one-sided to say that we pass the troubles to the next generations. What passed on are the aggregate national assets which comprised of both debits and credits. If we cut now, the net assets passed on will be less. What politicians, by definition of their careers, did best is to pass political, not economic, burdens to redistributing wealth to next generations.

And as part of future wealth redistribution, US' public sector reserves operational liquidity and the upper hand option of debt monetization. Given that fiscal union is a long shot while relative global productivity competitiveness is nose diving, by depriving its members of necessary liquidity protection and debt monetization privileges, the 17-nation euro union now has no choice but to disintegrate.

RalphMus 07:11 15 Sep 11

Dani Rodrick, like most of the West's ignorant elite, thinks there is "no quick fix" for "the country's public debt" problem. As Keynes, Milton Friedman and others pointed out long ago, it is totally unnecessary to run up debt in order to bring stimulus.

Schofield 07:17 15 Sep 11

Mr Rodrik. You make the assumption that government "debt" is too great but fail to give any reasons for this. What if it is actually too little? After all if demand is too low "debt" or "spend" must therefore be too low. I think you need to carefully consider what government "debt" actually is. It is one thing to say that some of the things government spends money on are foolish quite another to assume its expenditure is too much for the economic climate.

Zsolt 12:38 16 Sep 11

The crisis is not in "fiscal imagination", and not even in the actions of the politicians, bankers, or any professionals in crisis hit areas.

The crisis is much deeper, we do not fit into the system we exist in.

Although everybody is talking about a global, interconnected world, we still do not take it into consideration when it comes to evaluation, planning and action.

What we see in finances, economy, politics, culture, education and basically in every human institutions is just the symptoms of the disease.

We have become global and integral on one hand, but we still want to stubbornly go ahead, and continue living the same way we did before the completion of this closed, interdependent system.

We are like children who try to push a cube into a round hole.

Despite the pressing immediate problems in the financial systems or other areas we need to forget about them for a while, and study and understand our "playground" first, and when we get to know the rules, the laws regulating our new reality, then we can come up with fresh solutions. From the point of view of the "experts of the system" all solution would look very easy, and fast, like looking at a small scale model from above. But at present we just keep banging our heads against the wall, repeating the same mistakes again and again, "stimulating, injecting, promoting further growth and consumption", like kicking a poor dying donkey to keep moving on.